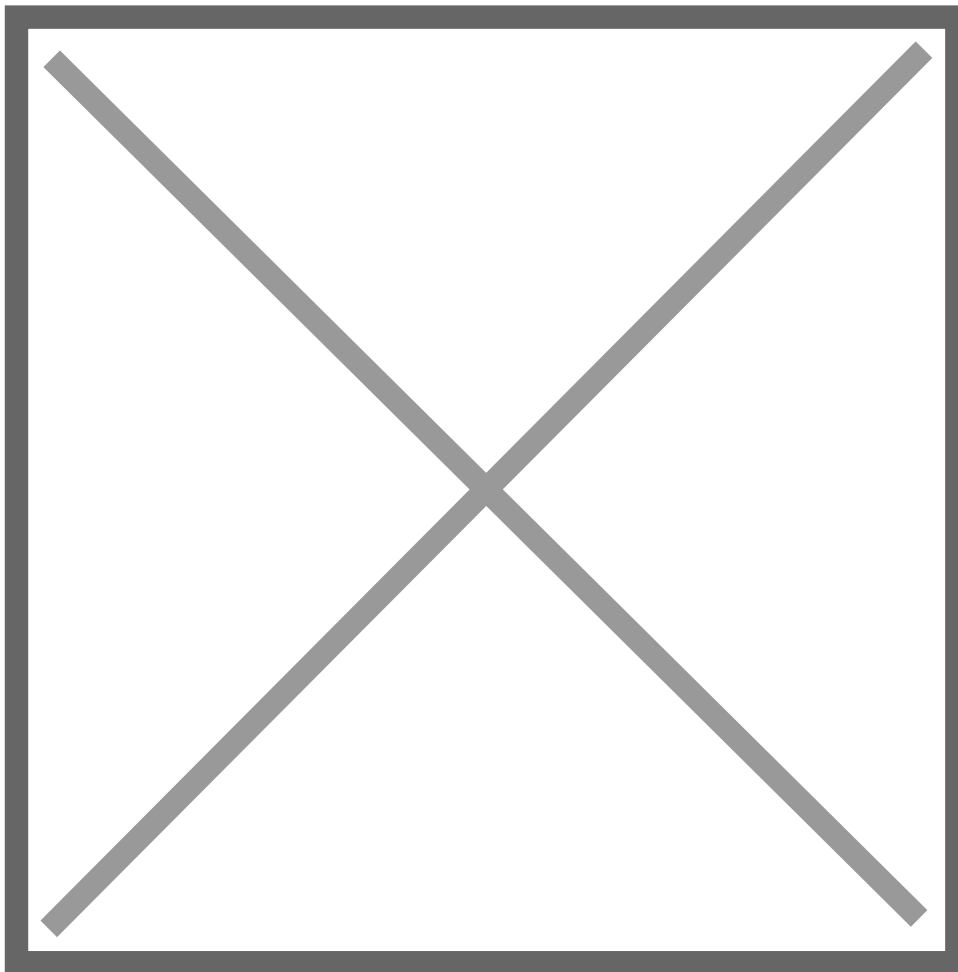


Pourquoi l' Autorit  Palestinienne devrait être fermée

Description

Par Diana Buttu, le 26 mai 2017



Credit: Christina H rgerfors

RAMALLAH, CISJORDANIE   La rencontre de cette semaine entre le Président Trump et le Président de l' Autorit  Palestinienne, Mahmoud Abbas, a été organisée par l' auteur de à Art de la Négociation   (The Art of the Deal   D.Trump 1987) afin de reprendre le processus de paix piloté par les  tats Unis, bloqué depuis longtemps. Mais, à l' approche du cinquantième anniversaire de l' occupation israélienne, le mois prochain, c' est plus que certain : le processus est pire que bloqué. Face à un gouvernement israélien de droite intransigeant, qui ne croit pas que les Palestiniens devraient pleinement jouir de leurs

droits, il est vain de négocier.

Qu'apportent Mr. Trump et la politique américaine de soutien à l'Autorité Palestinienne et à Mr. Abbas ? Tant donné l'échec lamentable de pourparlers inscrits dans un cadre en faillite qui favorise fortement Israël, de plus en plus de Palestiniens discutent du besoin d'un nouveau leadership et d'une nouvelle stratégie.

Nombreux sont ceux qui d'ordinaire demandent si l'Autorité Palestinienne joue un rôle positif ou est simplement un moyen de contrôle pour Israël et la communauté internationale. En toute logique, il est temps que l'Autorité s'aille.

Installée en 1994 dans le cadre des Accords d'Oslo, l'Autorité Palestinienne était conçue pour être un corps temporaire qui deviendrait un gouvernement de plein droit une fois que l'indépendance serait garantie, celle-ci étant alors promise pour 1999. La compétence de l'Autorité a, de ce fait, toujours été limitée. Elle n'est en charge que de 18% de la Cisjordanie (divisée en huit zones). En comparaison de l'ensemble du contrôle d'Israël sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, les pouvoirs de l'Autorité Palestinienne sont dérisoires.

Aux yeux de beaucoup de Palestiniens, cependant, l'installation de leur propre gouvernement représentait la réalisation d'un rêve. Ceux qui vivaient sous occupation depuis 1967 allaient enfin être libérés du pouvoir militaire répressif d'Israël et pouvoir se gouverner eux-mêmes. Les Palestiniens ont clamé qu'ils allaient assumer des postes dans la nouvelle entité et ont été fiers de mettre en place des institutions en dépit des obstacles imposés par la domination israélienne. Tandis que les négociations traînaient pendant Oslo, ces blocs se sont même enracinés davantage.

Après plus de deux décennies, les pourparlers n'ont abouti à aucun progrès. J'ai été engagé pendant plusieurs années dans la partie palestinienne des négociations et je peux attester de leur inanité. Les diplomates palestiniens qui avaient besoin de permis pour entrer en Israël afin de participer aux pourparlers, étaient régulièrement retenus à des checkpoints israéliens. Lorsque nous parlions du droit international et de l'illégalité des colonies, les négociateurs israéliens nous riaient au nez.

Le pouvoir est tout, disaient-ils, et vous n'en avez aucun.

Avec le temps, il devint clair que le budget de l'Autorité et ses priorités étaient prioritairement utilisés pour assurer que les Palestiniens restent un des peuples les plus surveillés et contrôlés sur terre. L'Autorité Palestinienne a en effet servi de sous-traitant à l'armée israélienne d'occupation. L'accent omniprésent mis sur la sécurité, nous disait-on, était nécessaire pendant la durée des pourparlers de paix. Aujourd'hui, un bon tiers du budget de 4 milliards de dollars de l'Autorité va au maintien de l'ordre, plus qu'à l'ensemble santé-éducation.

Ces forces de sécurité ne rendent pas un service de police normal aux Palestiniens, mais aident au contraire l'armée israélienne au maintien de l'occupation et à l'extension ininterrompue des colonies d'Israël. La « coopération de sécurité » internationalement glorifiée entre Israël et l'Autorité Palestinienne n'a abouti qu'à l'arrestation et à l'emprisonnement de Palestiniens, dont des militants non-violents défendant les droits des êtres humains, alors que des colons israéliens armés et violents sont autorisés à terroriser des Palestiniens en toute impunité. L'Autorité Palestinienne

nâ??a pas de compÃ©tence sur les colons et lâ??armÃ©e israÃ©lienne dÃ©tourne presque toujours le regard.

La raison dÃ¢??Ã¢tre de lâ??AutoritÃ© Palestinienne nâ??est pas de libÃ©rer la Palestine ; elle est de faire taire les Palestiniens et dÃ¢??Ã©touffer la contestation pendant quâ??IsraÃ©l vole la terre, dÃ©molit les maisons des Palestiniens et construit et Ã©tend les colonies. Au lieu de devenir un Ã¢tat souverain, lâ??AutoritÃ© Palestinienne est devenue un proto-Ã¢tat policier, une dictature virtuelle, soutenue et financÃ©e par la communautÃ© internationale.

Voyez son dirigeant. Mr. Abbas, Ã©gÃ© de 82 ans, contrÃ¢le lâ??AutoritÃ© depuis maintenant 12 ans, gouvernant par dÃ©crets la plupart du temps, sans mandat Ã©lectoral. Il a prÃ©sidÃ© Ã quelques-uns des jours les pires de lâ??histoire de la Palestine, dont la scission dÃ©sastreuse qui date dÃ©une dÃ©cennie entre son parti le Fatah et le Hamas, autre acteur majeur de la politique palestinienne, et trois assauts militaires israÃ©liens dÃ©vastateurs sur Gaza.

Sous sa prÃ©sidence, le Parlement palestinien est devenu moribond et insignifiant. De nombreux Palestiniens nâ??ont jamais pris part Ã des Ã©lections prÃ©sidentielles ou lÃ©gislatives parce que Mr. Abbas a manquÃ© de les organiser, alors mÃ¢me quâ??elles sont prÃ©vues dans la Constitution de lâ??AutoritÃ© Palestinienne. Les derniers sondages dÃ©opinion montrent que sa popularitÃ© est plus basse que jamais, les deux-tiers des Palestiniens sont tellement insatisfaits quâ??ils souhaitent sa dÃ©mission.

Un nombre tout aussi Ã©levÃ© de sondÃ©s ne croient plus que des nÃ©gociations vont assurer leur libertÃ©. Lâ??AutoritÃ© Palestinienne institutionnalise la dÃ©pendance vis-Ã -vis de donateurs internationaux qui lient les mains de lâ??AutoritÃ© par des conditions politiques. Le rÃ©sultat est que, mÃ¢me le recours Ã la Cour PÃ©nale Internationale en vue dÃ¢??Ã©tablir la responsabilitÃ© dÃ©IsraÃ©l dans la construction illÃ©gale de colonies, doit Ã¢tre apprÃ©ciÃ© au regard des rÃ©percussions financiÃ©res probables dÃ©un acte aussi simple.

Pour dÃ©faire ce nÃ©ud coulant qui a Ã©tranglÃ© les Palestiniens, lâ??AutoritÃ© doit Ã¢tre remplacÃ©e par le mÃ¢me type de processus dÃ©cisionnel qui a prÃ©parÃ© la mise en place de cette entitÃ©. Et nous devons rÃ©former notre principale entitÃ© politique, lâ??Organisation de LibÃ©ration de la Palestine que Mr. Abbas dirige aussi, pour quâ??elle soit plus reprÃ©sentative du peuple palestinien et de ses partis politiques, y compris le Hamas. Le Hamas a prÃ©cisÃ© depuis longtemps quâ??il souhaite faire partie de lâ??OLP, et sa charte rÃ©visÃ©e rÃ©cemment publiÃ©e Ã Doha au Qatar, confirme cette aspiration.

Avec la mort du processus des nÃ©gociations, pourquoi les Palestiniens devraient-ils Ã¢tre obligÃ©s de sâ??accrocher Ã lâ??AutoritÃ© Palestinienne qui nâ??a fait que saper plusieurs dÃ©cennies de lutte pour la justice et qui a contribuÃ© Ã les diviser ?

Sachant quâ??il y a environ 150 000 agents dont les salaires dÃ©pendent de lâ??AutoritÃ©, je ne me fais aucune illusion sur une fermeture facile ou indolore. Mais cÃ¢est la seule voie pour restaurer notre dignitÃ© et un processus de dÃ©cision palestinien indÃ©pendant. Une OLP rÃ©formÃ©e, Ã la crÃ©dibilitÃ© renouvelÃ©e, sera en mesure de rÃ©colter des fonds auprÃ©s de Palestiniens et de nations amies pour soutenir ceux qui vivent sous occupation, comme elle le fit avant le processus dÃ©Oslo.

Pour certains, cela peut sembler renoncer au rÃ©ve national de lâ??autonomie. Ce nâ??est pas le cas. En dÃ©mantelant lâ??AutoritÃ©, les Palestiniens peuvent une fois encore se confronter Ã lâ??occupation israÃ©lienne de faÃ§on stratÃ©gique, par opposition aux offres pratiquement

symboliques de Mr. Abbas pour lâ??indÃ©pendance. Cela implique de soutenir les initiatives de la base qui organise des manifestations non-violentes de masse, fait pression pour les boycotts, le dÃ©investissement et les sanctions contre IsraÃ©l, comme ceux qui ont aidÃ© Ã mettre fin Ã lâ??apartheid en Afrique du Sud.

Cette stratÃ©gie nouvelle peut signifier un appel Ã lâ??Ã©galitÃ© des droits dans un Ã?tat unique, un rÃ©sultat infiniment plus juste que le processus soutenu par les AmÃ©ricains qui a fait croire que la paix pouvait advenir sans traiter des droits des rÃ©fugiÃ©s palestiniens et des citoyens palestiniens dÃ©IsraÃ©l. DÃ©jÃ , plus dÃ©un tiers des Palestiniens des territoires occupÃ©s soutiennent la solution Ã un seul Ã?tat, sans quÃ©aucun parti politique important ne dÃ©fende cette politique.

En dÃ©mantelant lâ??AutoritÃ© Palestinienne et en rÃ©formant lâ??OLP, les Palestiniens feront entendre leur volontÃ© rÃ©elle. Que lâ??issue soit deux Ã?tats ou un Ã?tat, cÃ©est Ã cette gÃ©nÃ©ration de Palestiniens de dÃ©cider.

Diana Buttu est avocate, ancienne conseillÃ©re de lâ??Ã©quipe palestinienne des nÃ©gociations de lâ??Organisation de LibÃ©ration de la Palestine.

Traduction : SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source : [New York Times](#)

date crÃ©Ã©e
2017/05/28